

La précarité pousse les étudiantes et les mamans à vendre leur corps

Une étude commanditée par Céline Fremault et Pascal Smet met en lumière les nouvelles formes de prostitution. Dont la prostitution étudiante, que tout le monde semble découvrir au travers du site polémique «RichMeetBeautiful».

NATHALIE BAMPS

L'étude tombe à point nommé, alors que l'affaire du «RichMeetBeautiful», du nom de ce site internet de rencontre qui cache mal ses relents de rencontres tarifées, a agité la sphère bruxelloise toute la semaine. Il y a deux ans, les ministres bruxellois Céline Fremault (en charge de l'Aide aux personnes en Région bruxelloise) et Pascal Smet (en charge de l'Aide aux personnes à la Cocom) ont commandité une étude sur les nouvelles formes de prostitution, avec pour objectif d'identifier les pistes d'action pour mieux lutter contre la traite des êtres humains, renforcer la politique de soutien aux victimes, développer une politique de prévention.

Les chercheurs Chedia Leroij et Renaud Maes (ULB) ont mené à bien cette étude, dont nous avons pu prendre connaissance, en aboutissant à un constat clair: la précarité est la principale cause qui pousse certaines femmes - et hommes -, à vendre leur corps. On ne parle pas (seulement) ici des prostitué(e)s professionnel(le)s. Mais de mademoiselle ou madame - voire monsieur - tout le monde. Et pas de prostitution dans la rue,

mais sur la toile. «On ne peut pas parler d'une amplification de la prostitution mais d'un déplacement, de la rue vers internet, avance

d'abord Renaud Maes. La prostitution de rue a eu tendance à disparaître avec les nouvelles politiques d'urbanisme. Dans le même temps, même si elle a toujours existé, depuis l'émergence d'internet, le développement de la prostitution sur la toile s'est accéléré.» Et le développement des plateformes de rencontre présente les choses avec un vernis plus «glamour». Pour faire propre. Et branché.

Le sociologue pointe aussi le phénomène qu'il a baptisé des «nouvelles venues». Des femmes issues de la classe moyenne et qui se retrouvent dans des situations précaires. «Ce ne sont pas des femmes venant de milieux extrêmement défavorisés, mais bien des mères célibataires, qui sont dans une situation difficile, ingérable. Elles ont toute un point commun: aucune confiance dans les CPAS. Elles angoissent à l'idée qu'on leur coupe leur revenu d'intégration, qu'on leur retire leurs enfants. Et donc, elles ne disent rien. Elles sont isolées.» Elles, comme les étudiantes d'ailleurs, ne se voient et ne se définissent pas comme prostituées. Elles ne font pas appel aux associations d'aide aux travailleurs du sexe.

Les étudiantes, un phénomène pas nouveau

Cette semaine, la publicité du site «RichMeetBeautiful» - exemple faussement glamour par excellence - a révélé aux yeux du grand public cette prostitution de jeunes filles via des sites de rencontre.

L'étude de Renaud Maes et Chedia Leroij met particulièrement l'accent sur ce phénomène pas si nouveau que cela... «La prostitution étudiante existe depuis longtemps. Déjà

dans les années 70, il suffisait d'ouvrir les petites annonces des journaux pour s'en rendre compte», dit Renaud Maes. Et tout au début d'internet, on retrouvait déjà la prostitution étudiante en ligne. Logique selon lui, vu que les étudiants, jeunes, sont beaucoup plus connectés que les autres.

Le chercheur insiste aussi: «Ce qui explique la hausse du phénomène, c'est la précarité, plus que la facilité d'accès. Ce n'est pas une prostitution d'agrément. On est face à des personnes qui sont dans une nécessité financière et une situation d'urgence. Ces jeunes ont un besoin immédiat de cash et l'impression de n'avoir aucun autre moyen d'en gagner.» Et le travail étudiant? Le classique. Le «vrai» job, chez Mc Do? «A Bruxelles, il y a énormément de concurrence sur le marché du travail étudiant. Certains ont du mal à trouver un job. Et la prostitution rapporte beaucoup d'argent rapidement...»

Les étudiants ont aussi une méconnaissance des services d'aides sociaux, et du fait qu'ils peuvent avoir droit à une aide du CPAS. Sans compter les étudiants étrangers, qui n'ont droit à aucune aide. «Les étudiants hors UE ont besoin d'un garant pour les frais de vie, les frais académiques, le logement, etc. Et cela mène parfois à des abus, ils se font rembourser au travers de la prostitution. Les jeunes sont

touchés 3 à 5% des étudiants dans les pays non-abolitionnistes comme le nôtre.

pris au piège, s'ils dénoncent, ils perdent leur garant et peuvent être expulsés.»

Peut-on évaluer le phénomène de la prostitution étudiante? «C'est extrêmement compliqué à recenser. Certaines études faites dans d'autres pays évoquent entre 3 et 10% d'étudiants qui ont un job lié au sexe. Pas nécessairement de la prostitution, mais cela peut être modèle photo, ou simplement travailler dans un sex-shop. Et dans les pays non-abolitionnistes, on évoque entre 2 à 5% d'étudiants potentiellement prostitués. Mais avec notre système de sécurité sociale et vu la situation économique, on serait plutôt dans la fourchette basse.»

Comment lutter contre le phénomène? Céline Fremault nous explique qu'un groupe de travail bruxellois «va désormais se mettre autour de la table pour identifier les mesures que le gouvernement peut prendre à court, moyen et long termes.»

L'étude de Renaud Maes trace des pistes. «Nous avons insisté sur deux principales: mettre en place un véritable maillage entre les services d'aide, c'est-à-dire les plannings familiaux, les services sociaux des universités et écoles, et les associations d'aide aux prostitués. Il faut qu'ils se mettent autour de la table pour décider d'un dispositif.» «L'autre piste, dit encore Renaud Maes, c'est de travailler sur l'environnement familial de l'étudiant. Certains dans les milieux très défavorisés finissent par donner de l'argent gagné par la prostitution à leurs parents. Et aucun dispositif n'existe pour lutter contre cela. Les CPAS le pourraient mais ils n'ont pas les moyens...»

3 à 5%

Si c'est difficile à évaluer, certaines études estiment que la prostitution